

LE STATUT DE L'OPINION DANS LE DISCOURS POLITIQUE ITALIEN AU XVI^E SIECLE.

NOTES DE TRAVAIL

Sandro LANDI

La notion d'opinion publique a mobilisé, comme nulle autre, le débat contemporain en sciences humaines. L'opinion publique a toutefois gardé un côté flou et presque ineffable. Dans un article célèbre Pierre Bourdieu a écrit que "l'opinion publique n'existe pas"¹. Cette affirmation provocatrice devrait être prise au sérieux non seulement par les sociologues mais aussi par les historiens et notamment par les historiens modernistes. En effet, selon quelles conditions peut-on considérer l'opinion publique comme un objet historiographique à part entière?

Les études historiques qui abordent le phénomène de l'opinion publique à l'époque moderne sont généralement confrontées à un problème de chronologie voire de généalogie que l'on peut ainsi résumer : à partir de quelle époque et selon quels modèles peut-on parler d'opinion publique dans les différentes aires politiques européennes ? Force est de constater que la généalogie qui s'est imposée dans les études historiques est celle établie en 1962 par le philosophe allemand Jürgen Habermas. Le modèle habermasien a fait l'objet d'une réception tardive mais très ample dans les historiographies européennes : *Strukturwandel der Öffentlichkeit* a été traduit en italien en 1971, en français en 1978 (sous le titre de *l'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*), en anglais en 1989. De ce modèle, devenu aujourd'hui presque canonique, je me limite à souligner un aspect essentiel : Habermas conçoit avant tout l'opinion publique comme un phénomène doté d'une consistance sociale.

Sa thèse est connue : selon Habermas, l'opinion publique correspond à l'usage critique de la raison fait par un public composé de personnes privées. Cette communauté virtuelle de lecteurs qui se réunit dans les lieux de la sociabilité bourgeoise pour discuter, entre autres, de politique aurait surgi au XVIII^e siècle, tout d'abord en Angleterre, ensuite en France et en Allemagne, grâce aux imprimés et notamment à la diffusion de la presse périodique à une très large échelle. Autonome et critique par rapport au gouvernement, l'opinion publique exprime en outre un principe de rationalité supérieur et immanent qui la rend dépositaire des vrais intérêts de la société civile et de la nation.

¹ P. BOURDIEU, « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de minuit, 1984, p. 222-235.

Par admission même de son auteur, le modèle habermasien se tient volontairement à l'écart « de la recherche strictement historique ». Le crédit dont il a bénéficié (et il continue de bénéficier) dans la communauté des historiens, malgré les nombreuses critiques et le caractère obsolète de son outillage théorique, constitue donc un phénomène majeur de mode historiographique.

De mon point de vue et en suivant le questionnement de ce colloque, je me limiterai à souligner deux conséquences majeures de l'hégémonie habermasienne, souvent implicites dans les démarches empiriques des historiens :

1. En premier lieu, il est risqué de parler d'opinion publique pour la période antérieure au XVIII^e sans tomber dans l'anachronisme, ou bien dans le risque de faire en quelque sorte la chronique téléologique de l'avènement de l'entité sociopolitique (politiquement autonome et rationnelle) étudiée par Habermas.

2. En second lieu, puisque cette entité est strictement en relation à la diffusion et à la discussion collective, sans précédents, de textes imprimés dans l'Europe des lumières, l'histoire de l'opinion publique est presque essentiellement concevable dans une optique d'histoire sociale du livre, des pratiques de la lecture ou d'histoire de la sociabilité.

Je me propose de m'écarter de cette approche qui a alimenté un nombre important de recherches, et aborder la question de l'émergence de l'opinion publique sous un angle essentiellement cognitif et discursif : en effet, avant d'être envisagée comme une entité sociopolitique, la *doxa* est avant tout une catégorie du discours philosophique et politique. Cette approche implique, tout d'abord, de préciser le statut théorique de la *doxa* dont il est question.

- L'opposition *doxa*/épistème est constitutive de la philosophie classique et à l'époque moderne la discussion sur la nature de l'opinion est encore conçue selon les termes définis par Platon (*Théétète*, *La République*) et Aristote (*Seconds analytiques*). L'opinion a un statut intermédiaire qui la situe entre la connaissance et l'ignorance ; l'opinion est une faculté cognitive qui saisit ce qui se situe entre l'être et le non être. Cette position médiane implique que le statut de la *doxa* n'est pas conçu comme fixe, mais il varie en fonction de sa distance par rapport à la vérité : l'opinion peut, bien entendu, être fautive, mais lorsqu'elle est en adéquation avec la bonne pensée, selon Platon, elle est droite (*orthé doxa*). En outre, selon Aristote, ce qui est reçu par tous, et notamment par les savants (*Endoxon*), doit être considéré presque comme un synonyme de vérité. C'est notamment à partir de cette figure

collective de la *doxa*, qu'au cours du Moyen-âge, la tradition scholastique élabore la figure de l'opinion commune des savants (*communis opinio doctorum*) : l'opinion se fonde généralement sur des croyances qui ne sont pas le résultat d'une démonstration, toutefois lorsque l'opinion est soutenue par des personnes respectables elle est – de l'avis de Saint Thomas – probable et donc source d'autorité aussi bien dans le domaine juridique que philosophique ou littéraire.

Le statut cognitif de l'opinion varie donc en fonction de son degré plus ou moins élevé de probabilité ; à cela on peut ajouter que le rapport entre la vérité et l'opinion n'est pas intemporel, défini une fois pour toutes, mais il est susceptible d'être reformulé à l'intérieur d'un « style de raisonnement » propre à chaque époque et à chaque culture. Un historien canadien du discours scientifique, Ian Hacking, nous a appris que la question du rapport entre la vérité et l'opinion n'a de sens que si elle est formulée à l'intérieur d'un certain « style de raisonnement » ; donc, en d'autres termes, la question du rapport entre la vérité et l'opinion n'a de sens que si elle est historicisée et relativisée. Dans un ouvrage traduit en français en 2002, Hacking nous a également appris que certaines catégories philosophiques ou scientifiques – telle que la catégorie de « probabilité » – sont susceptibles d'émerger dans le discours et de devenir opératoires lorsque l'espace des possibilités dans lequel nous organisons nos pensées et nous pensons la réalité est en train de changer.

Dans les considérations qui suivent, je me propose d'appliquer cette méthode à la dimension du discours politique et à la catégorie d'opinion publique. Plus précisément, ce propos – nécessairement fragmentaire car résultat d'une recherche en cours – vise à historiciser la manière de penser la *doxa* dans la culture politique italienne de la première modernité. Mon travail se fonde sur une double hypothèse :

a) Bien avant le XVIII^e siècle et précisément dans la première moitié du XVI^e siècle, la *doxa* collective (que par un anachronisme volontaire j'appelle ici « opinion publique ») – cette entité somme toute marginale et fugace pour les Anciens – acquiert la consistance d'un acteur politique et devient l'objet tant d'un discours spécifique que de pratiques visant à son gouvernement.

b) Loin d'être occasionnelle, l'émergence de cet acteur s'inscrit dans une mutation plus profonde qui intéresse la manière de concevoir, de représenter, de communiquer la réalité et, particulièrement, la réalité politique.

En d'autres termes, l'« opinion publique » devient politiquement significative dans un contexte où l'opposition entre la vérité et la *doxa*, entre l'effectivité et l'apparence des choses est soumise à une révision sans précédents ; c'est dans ce contexte, où précisément la réalité tend à inclure des phénomènes et des croyances situés aux marges de la rationalité politique, voire de la rationalité tout court, que l'opinion publique émerge en tant que nouvel acteur politique.

Pour conforter ces hypothèses, j'ai suivi deux pistes de travail, qui correspondent aux domaines intellectuels et pratiques dans lesquels, dans les premières décennies du XVI^e siècle, est élaborée une nouvelle approche de la réalité.

- Dans un premier temps, je vais m'arrêter sur le statut de la *doxa* collective qui émerge d'une approche empirique de la réalité politique élaborée par Machiavel dans sa correspondance.

- Dans un deuxième temps, il m'a semblé nécessaire d'illustrer le concept d'opinion publique qui prend forme à l'intérieur d'un courant de l'aristotélisme tardif de l'Université de Padoue, dont le représentant principal est Pietro Pomponazzi.

- Penser l'opinion publique signifie, presque simultanément, envisager des outils théoriques et pratiques visant à son gouvernement : c'est pour cette raison que ce propos s'achève sur la définition d'une sphère du savoir et de l'activité gouvernementale spécifiquement consacrée au gouvernement de la *doxa*.

La dimension de la *doxa* dans le discours de Machiavel

- L'étude des correspondances politiques se révèle une voie d'accès importante pour comprendre comment une conception empirique de la réalité politique et, par conséquent, de l'opinion publique, se met progressivement en place au début du XVI^e siècle. Dans le cadre d'un projet commun avec Jean Boutier et Olivier Rouchon, j'ai consacré une analyse détaillée à la correspondance de Machiavel. Il s'agit d'un corpus composé de quelques milliers de missives rédigées pendant la période 1498-1512, lorsque Machiavel est le secrétaire de la seconde chancellerie de la République florentine ou bien (entre 1525-1527) l'expert militaire d'un gouvernement républicain pro-médicéen². Partiellement éditée, cette

² S. Landi, « La construction épistolaire de la réalité politique. Remarques sur la phénoménologie machiavélienne de la *doxa* », in J. Boutier, S. Landi, O. Rouchon, dir., *La politique par*

source a toujours fait l'objet d'études incomplètes, visant notamment à renforcer l'idée préconçue de l'originalité et de la cohérence de la pensée machiavélique. Elle se démontre autrement intéressante, en revanche, en tant que témoignage d'une pratique politique et culturelle largement partagée par le personnel politique de la république ; un personnel confronté à la nécessité (aussi bien lors des missions diplomatiques que dans le gouvernement ordinaire du territoire) de rendre compte d'une réalité de plus en plus complexe, dans un contexte – faut-il le rappeler – marqué par les guerres d'Italie et par l'instabilité des États italiens.

- Observateur de cette réalité changeante, Machiavel n'emploie pourtant jamais le mot « réalité » ; toutefois, dans le chapitre XV du *Prince* il utilise la formule « vérité effective de la chose » (*verità effettuale della cosa*) pour dire – dans des termes aristotéliques – que les choses vraies sont celles qui sont exprimées par un discours vrai (« la vérité est l'adéquation de la chose et de l'intellect »). Or, pour Machiavel, le discours capable de dire les choses comme elles sont réellement est un discours fondé sur l'expérience. A plusieurs reprises, aussi bien dans sa correspondance publique que privée, Machiavel dénonce les failles d'une raison purement livresque (« parce que moi, je ne m'arrête pas aux apparences, ni je veux [...] être mené par l'autorité sans la raison »³). Les autorités se démontrent incapables d'expliquer la complexité du présent. En d'autres termes, la réalité, telle que l'observateur politique peut l'examiner, ne laisse aucun espace à une connaissance de type démonstratif et scholastique, fondée sur des prémisses vraies et sur une série de déductions.

- C'est pour cette raison que Machiavel met à la preuve dans sa correspondance une argumentation de type inductif visant, dans un premier temps, à « apprendre » les choses et à les « représenter » (*ritrarre*) le plus clairement possible à ses supérieurs et, dans un second temps, à les « vérifier » (*riscontrare*), c'est-à-dire à juger de leur niveau de vraisemblance en instituant des comparaisons avec d'autres objets ou cas similaires. Le but de ce dispositif est évident : alors que l'opinion des savants (*opinio doctorum*) est, à elle seule, inopérante, il faut donner aux événements et aux objets représentés un degré de d'effectivité qui les soustrait au simple statut de la *doxa*. La démarche de Machiavel est à proprement parler réaliste, mais il faut souligner que cette démarche n'oppose pas les choses matérielles aux choses imaginaires : même les apparences font en effet partie de la réalité si on se donne les moyens de prouver leurs effets. Mais, dans son expérience quotidienne l'observateur est constamment confronté au problème que très peu de choses

correspondance. Les usages politiques de la lettre en Italie (XIVe-XVIIIe siècle), Rennes, PUR, 2009, p. 179-199.

³ Lettre à F. Vettori, 29 avril 1513.

représentées sont ensuite susceptibles de preuve (*riscontro*). Dans la majorité des situations, la multiplication des rumeurs (*voci*) et leur caractère contradictoire est tel que *représenter* la réalité équivaut à constater sa consistance *doxatique*. A ce propos est digne d'attention une lettre de novembre 1502 sur les manœuvres de César Borgia en Romagne : « Je n'ai rien pu retenir de certain – écrit Machiavel à ses supérieurs – si non des opinions ».

Dans l'argumentation mise en œuvre par Machiavel, l'opinion occupe donc le statut cognitif faible des réalités qui échappent à toute vérification. Mais il y a dans ce domaine une exception dont il faut tenir compte : l'opinion du peuple, la *vox populi*. Machiavel définit cette figure de la *doxa* comme l'« opinion universelle » (*opinione universale*), à savoir l'opinion du peuple considéré dans sa totalité, au-delà de toute distinction sociale, d'âge ou de genre. Une analyse du lexique contemporain de la classe politique florentine – fondée notamment sur une lecture des procès verbaux des *Consulte et pratique* qui retranscrivent fidèlement les propos des citoyens qui siègent dans ces instances consultatives de la Seigneurie – a montré que cette expression n'est pas d'usage courant.

- Il s'agit donc, très probablement, d'une formule créée par Machiavel dans le but de nommer et de donner un sens à un phénomène qui à plusieurs reprises, dans son travail sur le terrain, a non seulement attiré son attention mais aussi suscité son étonnement. J'ai retenu deux exemples qui témoignent de cet intérêt spécifique.

Le premier exemple concerne la nouvelle, colportée par la rumeur, d'une descente de l'empereur Maximilien I^{er} en Italie : envoyé à Sienne, Machiavel affirme le 10 août 1507 que « selon ce que j'apprends (*ritraggo*) par l'opinion universelle de cette ville, l'empereur est attendu joyeusement par tous et il est invoqué par tout le monde. J'informe de cela vos Seigneuries, car dans ce type de circonstances, la volonté des peuples est souvent discordante avec celle de leurs chefs ».

Le second témoignage est tiré de la correspondance privée de Machiavel. Le 15 mars 1526 il écrit à son ami François Guichardin à propos de l'opinion populaire qui prétend reconnaître en Jean des Bandes Noires, un jeune condottière issu de la branche cadette des Médicis, le dernier avatar de la *virtù* militaire italienne :

« Je vais vous dire une chose qui vous semblera folie ; je vais vous proposer un projet qui vous semblera téméraire ou ridicule ; néanmoins cette époque exige des décisions audacieuses, inhabituelles et étranges. Vous savez, comme le savent tous ceux qui savent juger ce monde, que les peuples sont inconstants et obtus; néanmoins, malgré leur nature,

ils disent souvent que l'on fait ce que l'on devrait faire. Dans les jours passés on disait à Florence que le seigneur Jean de Médicis organisait une grande compagnie pour faire la guerre là où il souhaitait la faire. Cette rumeur [voce] me fit penser que le peuple disait ce que l'on devait faire ».

Dans ces deux cas l'opinion du peuple correspond à un discours improbable, littéralement paradoxal, car en contradiction avec le discours officiel ou avec le discours raisonnable et pourtant ce discours insensé est dépositaire d'une vérité que l'on ne peut ignorer. Machiavel valorise et conceptualise cette figure de la *doxa* dans le chapitre 58 du premier livre des *Discours sur la première décade de Tite Live* (1513-1519), où lit-on que

« Ce n'est pas sans raison que l'on compare la voix d'un peuple à celle de Dieu. Car on voit que l'opinion universelle réussit merveilleusement dans ses pronostics; de sorte qu'elle semble prévoir par une vertu occulte le bien et le mal qui l'attendent ».

- Cette mise en valeur de la voix du peuple est elle-même proprement paradoxale car, contrairement à une vulgate républicaine aujourd'hui très répandue notamment dans l'historiographie anglo-américaine, Machiavel porte un jugement sévère sur les capacités intellectuelles et politiques du peuple. Aussi bien dans les *Discours* que dans le *Prince*, Machiavel analyse à plusieurs reprises la capacité de jugement du peuple pour en conclure que, généralement parlant, les gens du peuple se trompent, car ils jugent les choses selon leurs apparences et ils restent prisonniers de la vue, le plus trompeur des sens. Cependant, malgré son faible potentiel cognitif et sa propension naturelle à l'erreur, le peuple est dépositaire d'une opinion probable lorsqu'il s'agit de prévoir des événements. L'opinion du peuple est donc, en quelque sorte, un oracle qu'il faut savoir écouter.

- Il n'est pas aisé de préciser les sources dont Machiavel a pu se servir pour penser l'opinion publique sous une telle forme. Machiavel n'ignorait sans doute pas un passage des *Lois* de Platon, où il est écrit que « le vulgaire » quoique « éloigné de la vertu réelle », possède « un flair quasi-divin », qui le rend capable de pressentir la qualité des hommes et des choses. Peut-être il n'était pas non plus étranger à la dimension judiciaire de l'opinion publique (*fama publica*) dont le statut de preuve – comme l'ont montré les recherches récentes de Julien Théry et de Jacques Chiffolleau – devient essentiel à partir du XIII^e siècle.

- Mais sa source la plus proche est probablement un texte de Savonarole, le *De veritate prophetica*, publié à Florence en 1498. Le Dominicain écrit cet opuscule à la fin de sa prédication, lorsque des lourdes menaces pèsent sur lui et, à une plus large échelle, sur

Florence et sur l'Italie. Dans un contexte trouble comme celui des guerres d'Italie, remarque le Dominicain, les individus se sont montrés généralement incapables de lire certains signes – par exemple les visions célestes – qui ont précédé et presque annoncé certains événements catastrophiques, comme la descente de Charles VIII dans la péninsule en 1494.

- En revanche cette capacité de divination semble rester la prérogative de l'opinion collective du peuple. *Vox populi vox est Dei*, affirme-t-il en reprenant un ancien adage biblique. Savonarole met ainsi en lumière une vertu typiquement populaire: le peuple est compétent dans l'identification de signes et, par là même, son opinion est l'indice le plus fiable que quelque chose d'extraordinaire est en train de se passer.

Il est difficile de douter de l'influence que cette conception prophétique de la *doxa* a pu exercer sur Machiavel. Dans un autre chapitre des *Discours* (le 56 du livre premier) consacré aux prodiges et aux présages et à leurs rapports avec certains événements historiques extraordinaires, Machiavel classe l'opinion publique parmi les phénomènes de la nature qui tout en étant effectifs échappent à toute démonstration rationnelle :

« J'ignore d'où cela vient, écrit-il, mais on voit par des exemples anciens et modernes que jamais un événement grave n'est arrivé dans une cité ou un pays sans qu'il n'ait été annoncé par des devins, des prodiges ou d'autres signes célestes ».

À l'instar des monstres ou des foudres qui annoncent souvent des faits néfastes ou hors norme, l'opinion publique est ainsi assimilée par Machiavel à un signe de la nature capable de révéler, à un regard attentif, des éléments indispensables pour la prévision politique, notamment dans des moments de crise pour la communauté. D'où la nécessité de son interprétation qui devient indispensable à tout chef politique.

Je reviendrai sur cet aspect : je me limite pour l'instant à souligner que l'approche empirique de la réalité politique envisagée par Machiavel débouche sur une conceptualisation et sur une naturalisation de la *doxa* collective. A la même époque une toute démarche, celle purement théorique pratiquée dans les milieux universitaires de Bologne et de Padoue, parvient à des conclusions comparables sur le plan politique.

Le statut de la doxa dans l'aristotélisme de Padoue

Pendant sa longue carrière, Pietro Pomponazzi (1462-1524), professeur de philosophie morale à l'Université de Padoue et de Bologne, reste un aristotélicien fidèle à une méthode

déductive de la vérité. Toutefois, lorsque certains phénomènes observés sont en contradiction flagrante avec les autorités, Pomponazzi soutient la nécessité de mettre en discussion la raison communément admise par les savants. C'est ça le sens du projet de relecture globale de la réalité naturelle qu'il développe dans un écrit achevé en 1520, mais publié à titre posthume en 1567, le *De naturalium effectuum causis sive de incantationibus*. C'est également à partir de ce courant aristotélicien de relecture de la réalité, poursuivi dans la seconde moitié du XVI^e siècle par Girolamo Fracastoro et Girolamo Cardano, qu'une nouvelle perception sociale et politique de la *doxa* collective est rendue possible. Je me limite à signaler quelques aspects de cette doctrine matérialiste qui me semblent conforter cette hypothèse.

- Le projet énoncé dans le *De incantationibus* consiste à attribuer des causes naturelles et réelles à tous les phénomènes de la nature, même à ceux qui relèvent apparemment du miracle, du prodige et de la magie. Ces phénomènes sont considérés par Pomponazzi comme autant de signes que l'homme de science doit savoir interpréter en cherchant le lien profond qui les unit à certains événements vérifiables dans l'histoire ancienne et récente : c'est le cas, par exemple, des apparitions célestes qui, presque toujours, anticipent, selon Pomponazzi, le bouleversement des régimes politiques. Pomponazzi croit en une causalité de type astrologique qui informe la nature et dont les prodiges ne seraient que le langage secret.

- La réduction de l'ordre de la nature à une langue occulte mais déchiffrable par les savants, implique la distinction de deux sphères de la connaissance : d'un côté, la vraie connaissance, qui appartient à cette minorité d'individus avisés capable de reconnaître les causes naturelles des miracles, que Pomponazzi qualifie de « philosophes, voire dieux terrestres » ; de l'autre, la connaissance fautive, propre au grand nombre des hommes ordinaires et ignorants (*rudes homines*) qui, restant prisonnier de leurs opinions invétérées, sont toujours enclins à chercher l'origine de ces phénomènes chez les anges ou chez les démons.

- Cette rationalisation des phénomènes occultes, si elle détermine un élargissement de la notion de réalité naturelle, elle implique également une extension considérable – sur le plan social et politique – de la région de la *doxa*. Pomponazzi analyse l'énorme pouvoir de la *doxa* populaire à construire ses propres mythes. Le peuple est en quelque sorte conçu par lui comme une catégorie sociale et politique homogène, puisque le peuple est, tout d'abord, une seule et indistincte catégorie cognitive, qui se caractérise par sa puissante capacité d'imagination et de croyance.

C'est finalement cette capacité de croyance – qui se qualifie comme une vertu typiquement populaire – que les sages, notamment les fondateurs de religions et d'empires, doivent, selon Pomponazzi, bien se garder de décevoir, mais cultiver et encourager avec tous leurs moyens.

Le gouvernement de l'opinion

De même que Machiavel, Pomponazzi est donc à l'origine d'une doctrine de la *doxa* et notamment de la *doxa* populaire qui rend possible sa maîtrise par les détenteurs du pouvoir politique ou religieux. Cette proximité de vues est trop évidente pour être occasionnelle et il faudrait creuser davantage les liens qui unissent Machiavel aux milieux universitaires de Padoue et de Bologne. Quoiqu'il en soit, il importe pour l'instant de souligner que l'émergence de l'opinion publique en tant que sphère cognitive socialement déterminée, n'est pas séparable d'une démarche théorique visant à son gouvernement. Mais pour mieux comprendre la mise en œuvre, dès le XVI^e siècle, d'un gouvernement de l'opinion, il faut prendre en compte l'apport décisif du platonisme politique.

Trop souvent on tend à associer la traduction et la diffusion des *Dialogues* de Platon, encouragée par Côme de Médicis et ses successeurs entre 1463 et 1484 et menée par M. Ficin, à un processus de désengagement généralisé de la vie politique active. En réalité, la traduction de Platon, si elle a servi à légitimer le pouvoir d'une dynastie de marchands privée de toute légitimité naturelle, elle a été aussi essentielle – comme les recherches d'Alison Brown l'ont montré – pour la mise en œuvre de nouveaux outils intellectuels de gouvernement. Plus précisément, l'apport de Platon est déterminant dans la définition d'un domaine spécifique du gouvernement qui concerne la *doxa*. Je me limite à évoquer deux aspects essentiels de cet apport.

- Le premier aspect concerne le rapport entre l'être et le paraître en politique que Platon développe surtout dans le deuxième livre de la *République*. Platon écrit que comme « le paraître vient au bout même de la vérité, et se montre souverain par le bonheur, c'est donc dans cette direction qu'il faut se tourner ». La réception, largement attestée, de cette doctrine dans le discours politique italien, a non seulement contribué à atténuer l'opposition entre vérité et *doxa* en politique, mais aussi à redéfinir le catalogue des vertus qui caractérisent le comportement du souverain. Dans son *Livre du courtisan*, rédigé entre 1507 et 1528 et totalement consacré aux règles de comportement social, Baltasar Castiglione définit cet art

invisible qui consiste à se rendre maître des apparences comme de la « désinvolture » (*sprezzatura*).

- Mais le premier témoignage significatif d'un usage politique la doctrine platonicienne de l'apparence se trouve sans doute dans une *Représentation sacrée* rédigée par Laurent de Médicis et jouée à Florence en février 1491 : « ce que fait le seigneur, nombreux sont ceux qui le font ensuite, car vers le seigneur sont tournés les yeux de tous ». En d'autres termes, la majesté de l'État et son pouvoir de contrainte se résument totalement dans la perception visuelle que les sujets ont du souverain. Machiavel, qui a sans doute été parmi le public de cette *Représentation*, a significativement retranscrit ce passage dans le chapitre 29 du troisième livre des *Discours*. L'opinion publique, qui pour lui a une consistance essentiellement visuelle, se contente des apparences ; c'est pour cette raison que dans le chapitre 18 du *Prince* l'art de gouverner est conçu comme l'art de gouverner l'opinion, laquelle se traduit, tout d'abord, comme de l'autodiscipline qui impose au prince de contrôler son corps et ses émotions de manière à devenir souverain, face à son public, de son être et de son paraître. La hiérarchie des vertus canoniques du bon prince – la pitié, l'intégrité, l'humanité – en est bouleversée : « Il n'est donc pas nécessaire qu'un prince ait toutes les qualités susdites, mais il est tout à fait nécessaire qu'il paraisse les avoir », affirme Machiavel.

- Le second apport décisif du platonisme dans la définition d'une sphère gouvernementale de la *doxa* à la Renaissance, concerne la nécessité politique du mensonge (ou du noble mensonge). « C'est à une quantité considérable de mensonges et de tromperies – lit-on dans le livre cinquième de la *République* – que nos dirigeants risquent de devoir recourir dans l'intérêt de ceux qui sont dirigés ». La séparation du processus cognitif entre ceux qui savent et ceux qui sont condamnés à l'erreur – nous l'avons remarqué – est un acquis largement partagé par les auteurs politiques italiens de la première moitié du XVI^e siècle. Cette distinction implique, par exemple, chez Machiavel une relecture de la religion romaine (dans le *Discours* I, 11-15) où les quelques « sages » qui « connaissent bien les choses de la nature », gouvernent faisant un bon usage des mythes et des rites qui alimentent la dévotion et donc la crédulité et l'obéissance du peuple.

Chez Guichardin (dans les *Ricordi*), la doctrine du noble mensonge donne lieu à une prise de conscience très amère de la fracture qui sépare la « raison » et la vérité des gouvernants de l'opinion des gouvernés. Cette fracture inévitable est également constitutive du phénomène de la communication politique laquelle, remarque Guichardin, est fondé nécessairement sur la mystification et sur l'erreur :

« Ne vous étonnez pas qu'on ne connaisse point les événements des époques passées, ni ceux qui se produisent dans les provinces ou les lieux éloignés; car à bien y regarder, on n'a pas vraiment connaissance des choses présentes, ni de celles qui se produisent journellement dans une même cité; et il y a souvent entre le palais et la place publique un brouillard si dense ou un mur si épais que, l'œil des hommes n'y pouvant pénétrer, le peuple en sait autant sur ce que fait celui qui gouverne et sur les raisons qui le font agir que sur ce qui se passe en Inde. C'est pourquoi le monde se remplit aisément d'opinions fausses et vaines »

- Cependant, le gouvernement de la *doxa* ne se réduit pas à un bon usage de la tromperie. La principale contribution des théoriciens italiens à l'émergence de l'opinion publique, en tant que sphère cognitive et politique, consiste, me semble-t-il, dans la découverte de son altérité radicale. Si l'opinion publique existe, c'est parce que ce fonds commun de peurs, d'espoirs et de superstitions est irréductible à la raison de ceux qui gouvernent. Mais ceux qui gouvernent doivent tout mettre en œuvre afin de lire et de comprendre le langage insensé du peuple.

- En définitive, c'est dans l'opinion du grand nombre que le prince, en dépit de toute alliance avec les élites, doit trouver, selon Machiavel, le fondement ultime de son pouvoir, car – écrit-il dans le chapitre 18 du Prince – « le petit nombre n'ose pas s'opposer à l'opinion du grand nombre qui a la majesté de l'État pour le soutenir ». La force aveugle et contraignante de l'opinion publique devient un outil essentiel de légitimation lorsque le prince sait s'en approprier. Une dynamique politique nouvelle, de type absolutiste, fondée sur la réciprocité entre le prince et la *doxa*, est donc en train de voir le jour.

« L'opinion publique n'existe pas », écrit Pierre Bourdieu. Savoir si l'opinion publique n'a jamais existé selon les modalités décrites par J. Habermas reste une question historiographique ouverte. En revanche l'opinion publique a bel et bien existé en tant que catégorie du discours politique et gouvernementale avec sa consistance propre et son histoire. Cette dimension constitue un objet historiographique autonome et cohérent, qui demande à être redécouvert et étudié, selon une problématique et une méthode appropriées. Cela ne signifie pas que l'opinion publique est pour l'essentiel un phénomène discursif ou un simple artifice rhétorique, car l'opinion publique implique bien l'existence de pratiques non discursives. Mais une meilleure connaissance de l'opinion publique en tant que réalité discursive, peut permettre une approche moins rhétorique, moins faussée par l'idéologie et la téléologie de cette vaste réalité qui lui est totalement irréductible. Deux

histoires de l'opinion publique sont ainsi envisageables: l'une ne contredit pas l'autre, au contraire, l'une est susceptible d'illuminer l'autre.